

Forum annuel de dialogue politique de haut niveau de l'ADEA

sur

L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE EN AFRIQUE :

« Préparer les jeunes au monde du travail »

Programme

Emperors Palace Hotel, Johannesburg, Afrique du Sud

29-30 juillet 2019



basic education

Department:
Basic Education
REPUBLIC OF SOUTH AFRICA



Association for the
Development of
Education in
Africa

DIMANCHE, 28 JUILLET 2019

09h00 – 20h00 :

ENREGISTREMENT DES PARTICIPANTS

Première journée : LUNDI 29 JUILLET 2019

MATINÉE

08h50 – 10h30

Lieu : Auditorium

Cérémonie d'ouverture officielle

MAITRE DE CEREMONIE :

Hubert Mathanzima MWELI, Directeur général, ministère de l'Éducation de base, Afrique du Sud

RAPPORTEUR GENERAL :

Ahlin BYLL- CATARIA, ancien Secrétaire Exécutif de l'ADEA

08h50 - 09h00

ARRIVÉE DE L'INVITÉ D'HONNEUR:

Son Excellence, le Président de la République d'Afrique du Sud, M. Cyril RAMAPHOSA

RENCONTRE ET SALUATIONS, PHOTOGRAPHIE DE GROUPE

Invité d'honneur, Ministres et personnalités

09h00 - 10h30

INTERLUDE MUSICAL

L'hymne national et l'hymne de l'UA

DISCOURS D'OUVERTURE

Le président de la République d'Afrique du Sud, M. Cyril RAMAPHOSA

VUE D'ENSEMBLE ET THEME CENTRAL DU FORUM DE DIALOGUE POLITIQUE DE HAUT NIVEAU

Secrétaire exécutif de l'ADEA, M. Albert NSENGIYUMVA

MOTS DE BIENVENUE :

Ministre de l'éducation de base et secondaire, La Gambie, S.E. Mme Claudiana A. COLE,

Commissaire aux ressources humaines, à la science et à la technologie, Commission de l'Union africaine (RHST-CUA), S. E. Prof. Sarah Anyang AGBOR,

ANNONCES / INTERLUDE CULTUREL / PAUSE SANTÉ

Plaider en faveur d'un recentrage sur l'enseignement secondaire : La demande d'enseignement secondaire en Afrique augmente en raison de l'évolution démographique se traduisant par une augmentation de la population des jeunes, le succès remporté dans l'extension de l'accès à l'enseignement primaire dans le cadre de l'Éducation pour tous, l'amélioration des taux d'achèvement du cursus au niveau de l'enseignement primaire et une attention accrue sur le passage à l'enseignement secondaire. Dans de nombreux pays africains, les ministères de l'Éducation continuent de se heurter à d'importants écueils pour satisfaire cette demande accrue. La faiblesse des capacités existant dans les systèmes d'enseignement secondaire à travers le continent et les faibles résultats d'apprentissage au niveau de l'enseignement primaire reflètent cette réalité. En outre, les pays africains connaissent de fortes inégalités d'accès et de qualité au niveau de l'enseignement secondaire. Par ailleurs, les coûts par élève sont plus élevés au niveau de l'enseignement secondaire et les ressources disponibles pour développer l'enseignement secondaire sont faibles. Malgré ces écueils, la fourniture de services d'enseignement secondaire accessibles, de haute qualité et pertinents est cruciale pour faire en sorte que les jeunes Africains disposent des compétences dont ils ont besoin pour trouver un emploi digne et gratifiant. Cette session vise à faire comprendre à quoi ressemble le monde du travail, les compétences pour l'avenir et le défi sans précédent que représente l'accroissement de l'accès à un enseignement secondaire pertinent et de haute qualité pour tous, mais surtout pour une population de jeunes en croissance rapide. Les participants acquerront une plus grande clarté sur les exigences du monde du travail ainsi que les compétences essentielles pour répondre à ces exigences. C'est aussi l'occasion de partager des politiques et des stratégies novatrices pour l'enseignement secondaire qui ont considérablement amélioré l'acquisition par d'importantes populations de jeunes Africains de connaissances, de compétences et d'aptitudes.

Modérateur : Sarah Anyang AGBOR, *Commissaire, RHST-CUA*

Rapporteurs : Justin SAIDI, **Secrétaire Général, Ministère de l'éducation, des sciences et de la technologie, Malawi**

Discours liminaire : **Compétences futures dans un contexte marqué par la nature changeante du travail**

Sizwe NXASANA, *Chef de la stratégie, SIFISO Learning Group*

L'enseignement secondaire comme plateforme de travail : messages clés tirés du Rapport sur l'enseignement secondaire en Afrique

Kimberley KERR, *Directrice des programmes régionaux, Fondation MasterCard*

Table ronde ministérielle :

- Mme Angelina Matsie MOTSHEKGA, Ministre de l'Éducation de base, Afrique du Sud
- M. Mohamed Sanoussi Elhadji SAMRO Tilaye Gete AMBAYE, Ministre de l'enseignement secondaire, Niger
- S.E.M. Aboubakar MOUKADAS-NOURE, Ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, République Centrafricaine
- S.E.M John Chrysostom MUYINGO, Ministre d'État en charge de l'Enseignement Supérieur, Ouganda
- S.E. Mme Claudiana A. COLE, Ministre de l'éducation de base et secondaire, Gambie

13h00 – 14h30 : Pause déjeuner

Sessions de groupe : Favoriser l'acquisition de connaissances et de compétences pertinentes

Les sessions en petits groupes examineront les compétences et aptitudes dont les jeunes Africains ont besoin pour se préparer pour constituer la main-d'œuvre de demain et ce qui permet de les aider à acquérir ces compétences.

14h30 – 16h00

Session de groupe A : Auditorium

Quelles compétences les jeunes Africains doivent-ils acquérir au niveau de l'enseignement secondaire, au regard de la nature changeante du travail ?

Cette session examinera l'argument selon lequel la jeunesse africaine a de plus en plus besoin d'un ensemble plus large de compétences fondamentales et numériques du 21^e siècle. Elle comprendra une étude de cas d'un pays qui s'est efforcé d'intégrer ces compétences dans ses programmes d'enseignement.

Contexte : L'Afrique connaît la croissance démographique la plus rapide et elle est la seule région où la population des jeunes augmente. Répondre aux besoins de cette population en matière d'éducation et de travail demeure un énorme défi. L'Agenda 2063 pour l'Afrique s'est fixé comme objectif ambitieux de transformer le défi de la jeunesse en une opportunité : « Le chômage des jeunes aura pris fin, et les jeunes Africains auront un accès complet garanti à l'éducation et à la formation, aux compétences et à la technologie, aux services de santé, à l'emploi, aux opportunités économiques... ». Malgré les progrès réalisés dans l'enseignement primaire, il existe d'énormes disparités qui se traduisent par une inégalité de points de départ pour permettre aux jeunes d'accéder à l'enseignement secondaire et, à terme, au monde du travail. Il s'ensuit qu'il existe beaucoup moins de possibilités d'assurer des moyens d'existence décents et le bien-être, en particulier pour les groupes marginalisés. Les pays africains doivent donc mettre en place des systèmes d'enseignement secondaire répondant aux besoins, inclusifs et propices à l'apprentissage et au perfectionnement des compétences. Certes la création d'emplois dans le secteur formel est un facteur clé de croissance économique et de développement, mais il est tout aussi important d'accroître la productivité de l'importante main-d'œuvre qui sera employée dans le secteur informel pour remédier au sous-emploi associé au travail dans ce secteur. L'Afrique doit veiller à ce que l'offre de compétences de haute qualité cible également la majorité des jeunes du secteur informel. Ainsi, les futures stratégies de transition de l'école au travail doivent-elles permettre de faire en sorte que les élèves de l'enseignement secondaire acquièrent les compétences qui leur permettront d'accroître leur niveau de capital humain et de s'épanouir dans des emplois du secteur informel ainsi que d'accroître la productivité de leurs activités, qu'il s'agisse d'auto-emploi et/ou d'entrepreneuriat, tout en les préparant aux emplois du secteur formel.

Modérateur : Hendrina Chalwe DOROB, Chef de la division de l'éducation et du développement des compétences, Banque africaine de développement

Rapporteur : Steve CUMMING, Directeur adjoint, enseignement secondaire et EFTP, Fondation MasterCard

1 Aperçu des enjeux clés (10 minutes) :

- Ed BROWN, Directeur des politiques, Centre africain pour la transformation économique (ACET)

2 Points de vue des parties prenantes (30 minutes) :

- S.E.M. Deng Deng HOC, Ministre de l'Enseignement général et de l'Instruction, Soudan du Sud
- Emmanuel NNADOZIE, Secrétaire exécutif, Fondation africaine pour le renforcement des capacités, Zimbabwe
- Doris Viljoen, Futurologue senior, Institut de recherche sur l'avenir, Université Stellenbosch
- Angelin Marius RAFIDISAONINA, Président Directeur Général, Cesser de devenir ... SOYEZ, Madagascar

3 Table ronde interactive entre les membres du groupe (30 minutes)

4 Récapitulatif de la session par le modérateur (10 minutes)

Comment les programmes d'enseignement et la pédagogie de l'enseignement secondaire doivent-ils être modifiés en Afrique pour permettre l'acquisition de compétences pertinentes pour le monde du travail ?

Cette session examinera les efforts de réforme visant à introduire des programmes d'études plus contextuels, centrés sur l'apprenant et fondés sur les compétences, ainsi que les débats autour de l'introduction de cours spécialisés ou d'activités parascolaires pour enseigner les compétences du XXI^e siècle nécessaires pour le travail.

Contexte : Une table ronde avec un groupe restreint de petites entreprises en croissance, d'organisations intermédiaires et de prestataires de formation issus d'un échantillon représentatif d'industries en Ouganda a mis en évidence l'inadéquation des systèmes actuels d'enseignement secondaire pour fournir une approche souple et adaptative nécessaire à l'enseignement des compétences pratiques et appliquées requises par les petites entreprises en croissance. Cela comprend l'enseignement de compétences essentielles non cognitives et de préparation à l'emploi, telles que la communication, le travail d'équipe et l'esprit d'initiative, ainsi que les compétences linguistiques, la culture numérique et les compétences fondamentales. Appréciant les ajustements en cours des programmes d'enseignement et les tentatives de réforme des politiques, les petites entreprises ont toutefois relevé que les enseignants – qui manquent souvent eux-mêmes de compétences clés – sont souvent incapables de donner l'exemple et de transmettre ces compétences avec succès. Soulignant les exemples émergents de la quatrième révolution industrielle, les entreprises ont illustré le besoin de compétences et d'attributs qui correspondent à la nature changeante du travail. Il s'agit notamment d'accroître les possibilités d'apprentissage dirigé plutôt que l'apprentissage par cœur, de passer à un apprentissage fondé sur l'équipe et l'expérience, de développer les compétences numériques pour les ordinateurs et les téléphones intelligents, ainsi que d'accroître la liberté d'explorer le contenu et les sujets en dehors du système rigide d'examen.

Modérateur : Josh ADLER, Vice-président pour la croissance et l'entrepreneuriat, Académie africaine du leadership & Directeur exécutif, Prix Anzisha

Rapporteur : Khady DIOP MBODJI, Secrétaire Général, Ministère de l'Education nationale, Sénégal

1 Aperçu des questions clés (10 minutes) :

- Karen MUNDY, Éducation comparée et internationale, Université de Toronto

2 Points de vue des parties prenantes (30 minutes) :

- Étude de cas sur le Malawi, S.E.M William Susuwele BANDA, Ministre de l'éducation, des sciences et de la technologie
- Kimberley Davis, spécialiste technique régionale, Enseignement secondaire et compétences, Bureau régional de l'UNICEF
- Keiko TAKEI, Analyste en chef de l'éducation, Division de l'éducation et du développement des compétences, Banque africaine de développement

3 Table ronde interactive entre les membres du groupe (40 minutes)

4 Récapitulatif de la session par le modérateur (10 minutes)

Quelle est la place de la formation technique et professionnelle dans l'enseignement secondaire ?

Cette session examinera le rôle de la formation technique et professionnelle dans les systèmes d'enseignement secondaire.

Contexte : Les rapports indiquent que l'Afrique subsaharienne compte moins d'élèves de l'enseignement secondaire dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) que d'autres régions comme l'Asie de l'Est et les pays de l'OCDE. Le développement de l'EFTP, de la science, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM)/des technologies de l'information et de la communication (TIC) est donc une priorité essentielle, car ils sont essentiels pour créer plus rapidement des

emplois. L'étude commandée par la BAD, qui a porté sur huit pays, a montré que ces pays ne sont pas bien préparés, en particulier les élaborateurs de politiques, à la quatrième révolution industrielle. L'enseignement secondaire vise à préparer les jeunes aussi bien à entrer dans l'enseignement supérieur qu'à entrer dans la vie active. Un changement de paradigmes s'impose pour considérer l'enseignement secondaire comme un moyen de préparer les jeunes à entrer sur le marché du travail, et non pas seulement pour l'université, et pour que l'EFTP puisse déboucher sur un travail digne. Développer l'EFTP dans l'enseignement secondaire et changer les perceptions négatives de l'EFTP – la faisant passer d'un chemin menant à une impasse à une voie menant au progrès – est un processus à long terme. Il s'agit d'organiser des campagnes sociales sans relâche avec des incitations et un plaidoyer politique pour changer les mentalités, débouchant sur des résultats positifs qui convaincront les jeunes. Cela créera des occasions de mobiliser les jeunes pour qu'ils deviennent de fervents défenseurs du changement. Étant donné que l'investissement intérieur est le moteur des investissements dans l'éducation, les pays ont besoin de modèles d'établissement des coûts dans lesquels l'EFTP s'intègre pour soutenir la définition des priorités stratégiques du gouvernement, compte tenu des plafonds budgétaires serrés. Le secteur privé joue un rôle clé dans ce processus, mais son rôle au niveau de l'enseignement secondaire – un niveau plus pertinent en raison du lien avec l'emploi – est sous-développé. Il est donc nécessaire de communiquer leur proposition de valeur.

Modérateur : George AFETI, Expert en développement des compétences, Initiative Compétences pour l'Afrique du NEPAD & NIRAS-IP Consult

Rapporteur : Fofie KOFFI, Directeur de la formation professionnelle, Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, Côte d'Ivoire

- 1 Points de vue des pays : Comment les gouvernements conceptualisent-ils le rôle de l'EFTP dans l'enseignement secondaire ? (30 minutes) :
 - Lamine MOUSTAPHA, Secrétaire d'État au Ministère de l'Éducation Nationale et de la Promotion civique, Tchad
 - S.E.M. Paul V. MAVIMA, Ministre de l'Enseignement primaire et secondaire, Zimbabwe
 - S.E.M Jesus Joaquim BAPTISTA, Secrétaire d'État à l'enseignement et à la formation techniques et professionnels (EFTP), Angola.
- 2 Réflexion continentale : Beatrice NJENGA, chef de la division de l'éducation, RHST-CUA (10 minutes)
- 3 Table ronde interactive entre les membres du groupe (40 minutes)
- 4 Récapitulatif de la session par le modérateur (10 minutes)

14h30 – 16h00

Session de groupe D : À CONFIRMER

Comment constituer un corps enseignant hautement qualifié pour répondre à la demande croissante d'enseignement secondaire ?

Cette session examinera l'importance d'un corps enseignant hautement qualifié et la façon dont le renforcement de la formation initiale des enseignants pourrait contribuer à créer un cercle vertueux, ce qui permettrait d'améliorer l'apprentissage et d'être efficace en termes de coûts.

Contexte : L'on fait valoir que l'éducation commence par l'enseignant et que la transformation de l'éducation nécessite la transformation des enseignants comme condition préalable. Se référant à des données provenant de 55 % de pays d'Afrique subsaharienne, l'UNESCO (2018) a constaté une tendance à la baisse de la proportion d'enseignants de l'enseignement primaire et du premier cycle de l'enseignement secondaire formés, et prévoit que moins de la moitié des enseignants desdits niveaux en Afrique bénéficieront de la formation dont ils auront besoin pour faire leur travail d'ici 2030. Ce manque de formation aura un impact désastreux sur les apprenants de la région à ces deux niveaux de l'enseignement, à moins que l'on inverse la situation, par exemple, en recrutant et en formant correctement 17 millions d'enseignants supplémentaires au cours des 12 prochaines années. Il s'agit là d'une tâche difficile pour de nombreux États africains, compte tenu de la croissance rapide des inscriptions dans l'enseignement primaire en Afrique et des signes alarmants d'une baisse de la qualité de la formation des enseignants. Au-delà de fournir des fonds supplémentaires pour soutenir l'expansion des systèmes scolaires dans toute la région, il est nécessaire

d'équilibrer la quantité et la qualité de l'offre d'éducation, afin de permettre aux apprenants de jouer un rôle actif dans la société et dans l'économie. Cela exige des réformes radicales de la formation initiale des enseignants, qui devront être complétées par des programmes institutionnalisés de perfectionnement professionnel continu et encourageant les enseignants à mener des recherches, dans le cadre de leur formation, pour se tenir au courant des méthodes actuelles dans ce domaine et renforcer leurs compétences en matière de recherche. Le secteur privé devrait être davantage impliqué dans des réformes aussi radicales. Les gouvernements devraient envisager d'offrir une formation à l'entrepreneuriat aux enseignants du secondaire, afin de mieux les préparer à enseigner correctement les matières relevant de l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) à ce niveau. Il y a aussi l'appel urgent à revaloriser la profession en termes de reconnaissance par le biais d'incitations motivationnelles telles que la récompense d'enseignants de qualité. Ces réformes s'inscrivent dans la durée. Toutefois, on peut faire davantage avec ce qui existe déjà, notamment en améliorant l'efficacité dans l'utilisation des ressources et en renforçant les capacités institutionnelles intelligentes fondées sur la bonne gouvernance et la volonté politique.

Modérateur : S.E. M. Mory SANGARÉ, Ministre de l'éducation nationale et de l'alphabétisation, Guinée

Rapporteurs : James McIntyre, Fondation MasterCard

1 Aperçu des enjeux clés (10 minutes) :

- James KEEVY, directeur général, JET Education Services

2 Points de vue des parties prenantes (40 minutes) :

- Étude de cas sur l'Ouganda, John Chrysostom MUYINGO, Ministre d'État à l'éducation et aux Sports (enseignement supérieur), Ouganda
- Assisi NAPOE, Coordonnateur régional en chef, Education International Région Afrique
- Herine Adhiambo OTIENO, Directrice du programme de formation des enseignants, Institut africain des sciences mathématiques (AIMS)
- Keith LEWIN, professeur de développement international, Centre pour l'éducation internationale, Université du Sussex, Royaume-Uni. (À confirmer)

3 Table ronde interactive entre les membres du groupe (30 minutes)

4 Récapitulatif de la session par le modérateur (10 minutes)

16h00 – 16h30 : Pause santé

16h30 – 17h00

Session plénière : Auditorium

Présentation des rapports des quatre sessions de groupe

Modérateur : S.E. Mme Reginah MHAULE, Ministre délégué, ministère de l'éducation de base, Afrique du Sud

Rapporteur général : Ahlin BYLL- CATARIA, ancien Secrétaire exécutif de l'ADEA

Présentation des rapports de groupe (20 minutes, 5 minutes par présentation) :

Réflexion générale (10 minutes) :

- Emile Tanawa, directeur de l'Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation, Organisation internationale de la francophonie (OIF), Sénégal

Faire avancer le programme de transformation de l'enseignement secondaire par le biais d'un PQIP sur l'enseignement secondaire.

Cette session examinera la feuille de route pour faire avancer la mise en œuvre des conclusions et recommandations du Rapport sur l'enseignement secondaire en Afrique en s'appuyant sur un Pôle de qualité inter-pays (PQIP) sur l'enseignement secondaire.

Facilitateur : Shem BODO, Chargé Supérieur des programmes, ADEA

Rapporteur : Elizabeth DICHIO Clement, attachée d'éducation, Soudan du Sud

Contexte : L'ADEA a mis en place des Pôles de qualité inter-pays (PQIP) thématiques et dirigés par les pays qui rassemblent les pays confrontés à des difficultés similaires conjointement avec des partenaires stratégiques pour promouvoir le dialogue, l'apprentissage collectif et un espace pour une action collaborative. Les PQIP servent de catalyseurs du processus d'accumulation d'informations sur les expériences éducatives novatrices en Afrique et pour l'application des leçons que chaque pays ou groupe de pays tire de ces expériences pour améliorer ses propres programmes. Ils adoptent une approche commune de la résolution des problèmes et s'appuient sur l'hypothèse selon laquelle l'amélioration de la qualité de l'éducation en Afrique n'est possible que si les principaux acteurs s'engagent dans le processus et se l'approprient, ce qui se reflète généralement dans le renforcement des capacités au niveau national. Une autre hypothèse tout aussi importante est celle selon laquelle la coopération régionale est essentielle pour apporter des solutions à des défis communs et mutualiser les ressources humaines et financières qu'aucun pays seul ne peut mobiliser pleinement. Les PQIP de l'ADEA se sont révélés être une proposition très utile pour renforcer le leadership et l'appropriation des pays en faveur du développement durable par l'éducation.

Point de vue des parties prenantes: Jacinta Lipeya Akatsa, directrice générale, Centre pour l'enseignement des mathématiques, des sciences et des technologies en Afrique (CEMASTEa)

Remarques sommaires et récapitulatif des principaux enseignements tirés de la première journée (10 minutes)

- Albert NSENGIYUMVA, Secrétaire exécutif, ADEA

FIN de la première journée

19h00 : Dîner – ministère de l'Éducation de base, Afrique du Sud

Deuxième journée : MARDI 30 JUILLET 2019

MATINée

09h00 – 10h30

Session plénière : Auditorium

Récapitulatif de la première journée

Table ronde ministérielle : Comment les pays ont-ils abordé la réforme de l'éducation ?

Récapitulatif de la première journée, fixation des objectifs et de l'ordre du jour de la deuxième journée (10 minutes)

- Albert NSENGIYUMVA, Secrétaire exécutif de l'ADEA.

Modérateur : Beatrice NJENGA, Chef de la division de l'éducation, RHST-CUA

Rapporteur : Hellen INYEGA, Département de la communication et des technologies de l'éducation, Université de Nairobi

Panel ministériel (40 minutes) :

- S.E.M. Ntoi RAPAPA, Ministre de l'éducation et de la formation, Lesotho
- S.E.M. Matthew Opoku PREMPEH, Ministre de l'éducation, Ghana
- S.E. Mme Lady HOWARD-MABUZA, Ministre de l'éducation et de la formation, eSwatini
- S.E. M. Ansu SONII, Ministre de l'éducation du Libéria
- Khady DIOP MBODJI, Secrétaire général du Ministère de l'éducation nationale, Sénégal.

Session de questions et réponses (30 minutes)

10h30 – 11h00 : Pause santé

Sessions de groupe : Des parcours flexibles pour des jeunes de divers horizons

Ces sessions en petits groupes examineront comment mettre en place des systèmes flexibles avec de multiples parcours menant à l'enseignement secondaire, et de l'enseignement secondaire à la formation technique, à l'enseignement supérieur et au monde du travail, en mettant l'accent sur l'amélioration de l'accès à l'enseignement secondaire ou son équivalent pour les jeunes non scolarisés.

11h00 – 12h30

Session de groupe A : À CONFIRMER

Comment pouvons-nous rendre les systèmes d'éducation plus flexibles pour répondre aux besoins de tous les jeunes ?

À l'âge où ils entrent dans l'enseignement secondaire, de nombreux jeunes font face à des pressions concurrentielles pour chercher du travail avant de terminer leurs études. Cette session examinera des approches comme les programmes de transition ou d'apprentissage accéléré qui pourraient aider à rendre l'enseignement secondaire plus accessible aux jeunes qui suivent des parcours non linéaires.

Contexte : Les jeunes Africains sont confrontés à divers types de vulnérabilités dans le contexte social et économique mondial actuel, et le fait de leur fournir l'éducation et les compétences nécessaires qui peuvent leur permettre d'avoir une vie décente et épanouissante constitue l'un des moyens d'atténuer cette vulnérabilité. Des études ont montré qu'un nombre important de jeunes garçons et de jeunes filles en Afrique ne sont pas scolarisés, beaucoup d'entre eux ayant des difficultés à accéder à l'enseignement secondaire formel et/ou à le terminer. Les facteurs contributifs sont notamment la faible rétention à l'école primaire, le nombre insuffisant de places dans les écoles, les mariages précoces pour les jeunes filles et le capital social des ménages. La compréhension

de ces facteurs est non seulement importante pour les programmes de réinsertion scolaire, mais elle a aussi des répercussions sur l'entrée des jeunes dans la population active. Les jeunes déscolarisés sont motivés à s'inscrire à des programmes d'éducation complémentaire pour acquérir des compétences d'alphabétisation de base, pour trouver du travail ou pour créer leur propre entreprise. Deux voies possibles s'offrent aux jeunes déscolarisés, à savoir : i) les programmes de rattrapage qui visent à ramener les jeunes déscolarisés dans le système d'éducation formelle ou à des programmes d'éducation alternative ; et ii) l'intégration des jeunes au marché du travail par le perfectionnement de la main-d'œuvre. Les programmes d'éducation alternative comprennent des programmes de transition, des programmes d'éducation complémentaire et des programmes d'éducation non formelle. Leur succès dépend de la multiplicité des points d'entrée et de sortie, ainsi que d'associations étroites avec l'éducation formelle. Les voies de retour à l'éducation formelle varient selon le niveau de diversification des programmes et l'ampleur de la ségrégation (ou de l'intégration) institutionnelle. Les programmes de réintégration ou de rattrapage comprennent des programmes d'apprentissage accéléré et des programmes d'éducation par équivalence.

Modérateur : Rudo KWARAMBA-KAYOMBO, Directeur exécutif, ONE.ORG

Rapporteur : Mallory BAXTER, gestionnaire de l'apprentissage, Programmes, Fondation MasterCard

1 Aperçu des enjeux clés (10 minutes) :

- Karen MUNDY, Éducation comparée et internationale, Université de Toronto.

2 Points de vue des parties prenantes (40 minutes) :

- Programme de l'Ouganda sur l'éducation de base pour les zones urbaines défavorisées (BEUPA), S.E.M. John Chrysostom MUYINGO, Ministre d'État chargé de l'éducation et des sports (Enseignement supérieur), Ouganda
- Mbali Gushu, Directeur régional par intérim, Afrique du Sud, Ashoka Africa
- Programme national d'alphabétisation des adultes au Malawi et programme complémentaire d'éducation de base, S. E. M. William Susuwele BANDA, Ministre de l'éducation, des sciences et de la technologie, Malawi
- Abdel Rahamane BABA-MOUSSA, secrétaire général de la CONFEMEN)

3 Table ronde interactive entre les membres du groupe (30 minutes)

4 Récapitulatif de la session par le modérateur (10 minutes)

11h00 – 12h30

Session de groupe B : À CONFIRMER

Comment les systèmes peuvent-ils promouvoir des liens plus solides entre les parcours d'enseignement général et d'enseignement technique ?

Cette session examinera les stratégies systémiques visant à renforcer les filières générales et techniques de l'enseignement secondaire, afin de mieux tenir compte des jeunes scolarisés, déscolarisés ou qui « n'ont jamais été à l'école ».

Contexte : Une approche renouvelée du concept de continuum, fondée sur des liens fluides entre l'éducation, la formation et la transition vers le monde du travail, est essentielle pour maximiser l'efficacité et l'efficience des parcours flexibles d'enseignement secondaire pour les divers jeunes déscolarisés en Afrique. Les programmes que différents pays africains mettent en œuvre pour faciliter la poursuite de l'éducation de base des jeunes et, lorsqu'ils ont abandonné l'école ou n'y sont jamais allés, leur intégration ou leur réinsertion dans le système éducatif peuvent être classés en cinq catégories, à savoir : i) des mesures correctives dans le cadre de l'éducation de base ; ii) l'intégration ou la réintégration dans l'éducation de base ; iii) la formation professionnelle au-delà de l'éducation de rattrapage ; iv) le développement d'un continuum plus solide entre le système éducatif et le monde du travail ; et v) le développement d'un continuum fondé sur l'accréditation des connaissances et des compétences. La cinquième catégorie comprend l'accréditation de l'expérience scolaire, professionnelle et sociale antérieure et constitue une illustration réussie de l'interaction entre les trois aspects de la composante. Elle montre comment ces trois termes fonctionnent en coordination les uns avec les autres et permettent à ceux qui sont exclus du système scolaire d'acquérir, en dehors du cadre scolaire, les connaissances et les compétences dont ils ont besoin pour réussir dans leur vie sociale et professionnelle. Le Rapport de la Banque mondiale de

2015 indique que les systèmes d'éducation alternative efficaces sont ceux qui ont « de multiples points d'entrée et de sortie et des associations étroites avec l'éducation formelle... et qui combinent les compétences académiques et les compétences cognitives avec une formation aux compétences d'autonomie fonctionnelle ainsi qu'avec le mentorat. Les jeunes ayant une formation professionnelle ont tendance à être absorbés plus rapidement par le marché du travail que ceux qui ont d'autres formes d'éducation. Cela soutient probablement les programmes pour les jeunes déscolarisés qui mettent fortement l'accent sur l'EFTP. De tels programmes devraient avoir des parcours précis liés aux filières d'éducation formelle, tout en examinant leur compatibilité avec le marché du travail. Cette approche nécessite le développement d'outils et de mécanismes tels que des cadres nationaux et régionaux de qualifications et la création de parcours utilisant des instruments tels que la reconnaissance, la validation et l'accréditation de l'éducation de base des jeunes et des adultes, ainsi que la reconnaissance de l'apprentissage antérieur ou l'apprentissage par l'expérience.

Modérateur : George AFETI, Expert en développement des compétences, Initiative Compétences pour l'Afrique du NEPAD & NIRAS-IP Consult

Rapporteur : David Blaise OSSENE, expert en éducation et culture, Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC)

1 Aperçu des enjeux clés (10 minutes) :

- Milena NOVY-MARX, Consultante, Programme régional, Fondation MasterCard

2 Points de vue des parties prenantes (40 minutes) :

- M. Mahamoud SALIM, ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Comores
- S.E.M. Deng Deng HOC, Ministre de l'Enseignement général et de l'Instruction, Soudan du Sud
- Jawara GAYE, spécialiste principal de l'éducation, Groupe de la Banque Islamique développement
- Herine Adhiambo OTIENO, Directrice du programme de formation des enseignants, Institut africain des sciences mathématiques (AIMS)
- Cecilia BALDEH, Conseillère régionale en éducation pour l'Afrique occidentale et centrale, UNICEF

3 Table ronde interactive entre les membres du groupe (30 minutes)

4 Récapitulatif de la session par le modérateur (10 minutes)

11h00 – 12h30

Session de groupe C : À CONFIRMER

L'innovation en matière de technologies de l'éducation peut-elle contribuer à rendre l'enseignement secondaire plus flexible à grande échelle ?

Cette session examinera les avantages et les inconvénients potentiels de la technologie de l'éducation. Quelles sont les innovations prometteuses ? Quels cadres politiques doivent être mis en place pour promouvoir l'innovation, l'expérimentation et l'adoption à grande échelle de modèles efficaces ?

Contexte : L'utilisation de la technologie est limitée dans le cadre des programmes de rattrapage qui font appel à l'enseignement « présentiel », contrairement aux programmes qui forment les jeunes par le biais de l'apprentissage ouvert et à distance. Les jeunes déscolarisés inscrits dans les premiers programmes susmentionnés utilisent parfois Internet de leur propre chef pour chercher des documents de référence qui complètent ce qui est dispensé dans les cours « présentiels ». D'autre part, les modèles de rattrapage qui utilisent l'apprentissage ouvert à distance encouragent l'utilisation de la technologie dans la fourniture de contenus aux jeunes inscrits. Ces technologies comprennent l'apprentissage assisté par ordinateur, l'information enregistrée sur supports audio et vidéo, les lignes téléphoniques gratuits et la recherche de documents sur les sites Web. L'utilisation des services par le biais de ces canaux technologiques chez les jeunes demeure toutefois faible. Par conséquent, le modèle de rattrapage, qui repose fortement sur l'enseignement « présentiel », est limité dans le déploiement et l'utilisation de la technologie. Cette faiblesse s'explique en partie par le programme de cours condensé et par le fait que les jeunes ciblés, dont certains sont analphabètes ou semi-analphabètes,

démarrent le programme de cours à différents niveaux, ce qui rend difficile l'utilisation de la technologie. Toutefois, l'introduction des technologies de l'information et de la communication (TIC), comme le téléphone mobile, dans les salles de classe a eu un impact positif sur l'alphabétisation des jeunes. La combinaison du travail d'alphabétisation en classe avec des exercices par SMS/textes permet d'améliorer l'accès à la connaissance et la portabilité des leçons dans le temps et dans l'espace, ce qui conduit à une meilleure qualité. Le projet de promotion de la jeunesse soutenu par l'USAID et mis en œuvre par le gouvernement libérien a permis d'inculquer aux jeunes des aptitudes et des compétences dans les TIC appropriées, telles que l'enseignement audio interactif et l'apprentissage mobile (mLearning) par l'utilisation du téléphone portable.

Modérateur : Jerome Morrissey, directeur général, Global eSchools and Communities Initiative

Rapporteur : Sibongile M. Mtshali-DLAMINI, Secrétaire principale, Ministère de l'éducation et de la formation, eSwatini

- Catalyser l'impact grâce à Ed Tech (10 minutes) :
 - Joseph Nsengimana, Directeur, Centre de la Fondation MasterCard pour l'enseignement et l'apprentissage innovants dans les TIC, Rwanda
- Points de vue des partenaires (40 minutes) :
 - Expérience du Ghana, S.E.M. Matthew Opoku PREMPEH, Ministre de l'éducation
 - Mxolisi ZULU, Noma Ikuph [n'importe où] Connections, finaliste d'Ashoka Young Changemaker
 - Dr. Nader IMANI, Vice-président exécutif, Global Education, Festo Didactic SE
 - Daniel ANTWI, Directeur régional du Africa Internship Academy
- Table ronde interactive entre les ministres et les membres du groupe (30 minutes)
- Récapitulatif de la session par le modérateur (10 minutes)

11h00 – 12h30

Session de groupe D : À CONFIRMER

Perspectives du secteur privé sur la réforme de l'enseignement secondaire

Cette session examinera le rôle du secteur privé dans le perfectionnement de l'enseignement secondaire, afin de répondre aux besoins de cette industrie essentielle, qui continue d'attirer un nombre important de jeunes entrepreneurs comme employeurs ou employés.

Contexte : Bien que des tentatives aient été faites pour rapprocher l'enseignement secondaire des entreprises et de l'industrie pour assurer une exposition aux cheminements de carrière, ces efforts n'ont pas été systématisés et mis à l'échelle. Les petites entreprises, par exemple, ont eu des difficultés à adopter une approche globale et unifiée pour institutionnaliser l'apprentissage, les services d'orientation professionnelle et d'autres possibilités d'établir un lien plus étroit entre le secteur privé et le système éducatif. Avec l'avènement de la quatrième révolution industrielle, le besoin de compétences et d'attributs qui s'adaptent à la nature changeante du travail est urgent. Il s'agit notamment d'accroître les possibilités d'apprentissage dirigé plutôt que l'apprentissage par cœur, de passer à un apprentissage fondé sur l'équipe et l'expérience, de développer les compétences numériques pour les ordinateurs et les téléphones intelligents, ainsi que d'accroître la liberté d'explorer le contenu et les sujets en dehors du système rigide d'examen. Une intégration plus étroite avec les employeurs et le monde du travail est nécessaire au niveau de l'enseignement secondaire pour identifier les compétences clés, signaler les besoins des employeurs et créer des possibilités d'apprentissage, de stages et de formation en cours d'emploi.

Modérateur : S.E. Mme Reginah MHAULE, Ministre délégué, ministère de l'éducation de base, Afrique du Sud

Rapporteur : Maud Seghers, Conseillère principale en éducation, VVOB Belgium

Aperçu des enjeux clés (10 minutes) :

- Steve CUMMING, Directeur adjoint, Enseignement secondaire et EFTP, Fondation MasterCard

1 Points de vue des parties prenantes (30 minutes) :

- S.E.M Comlan Richard AHOUANSON, Premier Vice-président (PVP), Ministère de l'Enseignement Secondaire Technique et de la Formation Professionnelle (MESTFP), Bénin
- Nicola GALOMBIK, Directeur exécutif, Yellowwoods, Afrique du Sud
- Gregory MASONDO, responsable national des relations de travail, Organisation nationale des enseignants professionnels d'Afrique du Sud (NAPTOSA)
- Alina KARIMAMUSAMA, Prix Anzisha 2018, Ouganda/Amanda Jojo, Prix Anzisha 2018, Afrique du Sud (à confirmer)

2 Table ronde interactive entre les membres du groupe (30 minutes)

3 Récapitulatif de la session par le modérateur (10 minutes)

12h30 – 13h00

Plénière : Auditorium

Présentation des rapports des quatre sessions de groupe

Modérateur : S.E.M. Ansu SONII, Ministre de l'Éducation, Libéria

Rapporteur général : Ahlin BYLL-CATARIA, ancien Secrétaire Exécutif de l'ADEA

Présentation des rapports de groupe (15 minutes, 5 minutes par présentation) :

Réflexion générale (10 minutes) :

Kourouma IBRAHIM, Coordonnateur général, Inspection générale, Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, Côte d'Ivoire.

Récapitulatif de la session par le modérateur (5 minutes)

13h00 – 14h30 : Pause déjeuner

APRÈS-MIDI

14 :00

séance d'information pour les médias

Sessions de groupe : Financement par capitaux propres

Ces sessions en petits groupes examineront l'importance des considérations concernant les fonds propres dans le financement de l'enseignement secondaire.

14h30 – 16h00

Session de groupe A : Auditorium

Comment trouver le juste équilibre dans le financement des différents niveaux du système éducatif ?

Cette session examinera le rôle des gouvernements, des ménages et des bailleurs de fonds dans le financement de l'enseignement secondaire, ainsi que l'équilibre du financement entre les différents niveaux du système éducatif.

Contexte : L'Institut des statistiques de l'UNESCO (ISU) indique que les dépenses nationales consacrées à l'éducation par les gouvernements africains en pourcentage du PIB sont passées de 3,8 % à 4,3 % entre 2000-2005 et 2012-2017. Les dépenses publiques consacrées à l'enseignement secondaire en pourcentage du PIB par les gouvernements d'Afrique subsaharienne se sont élevés au total à 1,3 % sur la période allant de 2012 à 2017, contre 1,8 % pour l'enseignement primaire et 0,8 % pour l'enseignement supérieur. Entre 2000-2005 et 2012-2017, sur les 22 pays d'Afrique subsaharienne pour lesquels on dispose de données pour ces deux périodes, 15 ont accru leurs dépenses consacrées à l'enseignement secondaire en pourcentage du PIB, tandis que sept ont

diminué les leurs. Sur les 15 pays qui ont augmenté leurs dépenses, sept ont réduit leurs dépenses consacrées à l'enseignement primaire en pourcentage du PIB au cours de la même période, malgré le fait que de nombreux enfants – en particulier les plus défavorisés – n'ont pas achevé un cycle d'études primaires dans certains de ces pays. La majorité des pays pour lesquels les données sont disponibles ont commencé à accorder la priorité à l'enseignement secondaire, au détriment de l'enseignement primaire, et la répartition des ressources éducatives entre les sous-secteurs varie considérablement d'un pays à l'autre. La plupart des systèmes d'enseignement secondaire en Afrique subsaharienne continuent d'être marqués par un héritage de systèmes élitistes qui accueillent peu d'élèves et à un coût élevé par élève, avec une nette différence dans le financement public des internats par rapport aux écoles secondaires de jour ou communautaires. Cela exige un financement équilibré entre les différents niveaux du système éducatif et l'adoption du principe de l'universalisme progressif pour traiter les questions liées aux fonds propres dans les dépenses consacrées à l'enseignement secondaire.

Modérateur : Mme Claudiana A. COLE, ministre de l'Éducation primaire et secondaire, Gambie

Rapporteur : Martin MENDY, directeur régional de l'éducation, région cinq, ministère de l'Éducation de base et secondaire, Gambie

1 Aperçu des enjeux clés (10 minutes) :

- Hellen INYEGA, Département de la communication et des technologies de l'éducation, Université de Nairobi

2 Points de vue des parties prenantes (40 minutes) :

- Étude de cas de pays, Martin GUSTAFSSON, professeur d'économie de l'éducation, département de l'éducation de base, Afrique du Sud
- Hendrina Chalwe DOROB, Chef de la division de l'éducation et du développement des compétences, Banque africaine de développement
- Georges BOADE, Conseiller en statistique pour l'Afrique de l'Est, Institut de statistique de l'UNESCO (ISU)
- Emile Tanawa, directeur de l'Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation, Organisation internationale de la francophonie (OIF), Sénégal

3 Table ronde interactive entre les membres du groupe (30 minutes)

4 Récapitulatif de la session par le modérateur (10 minutes)

14h30 – 16h00

Session de groupe B : À CONFIRMER

Comment financer l'enseignement secondaire de manière à cibler les plus pauvres ?

L'élimination des frais de scolarité dans l'enseignement secondaire ne suffit souvent pas à éliminer les obstacles financiers pour les élèves les plus pauvres, car ils doivent payer le transport, les uniformes, les livres, etc. De plus, le coût d'opportunité de l'éducation au niveau de l'enseignement secondaire est plus élevé pour les élèves issus de milieux à faible revenu. Cette session examinera les mécanismes de financement sur fonds propres afin d'améliorer l'accès des plus démunis à l'enseignement secondaire.

Contexte : Compte tenu de l'évolution de la démographie mondiale, la population de l'Afrique subsaharienne est relativement plus jeune et en pleine croissance par rapport aux autres régions. La planification de l'offre d'éducation et de possibilités d'emploi pour les enfants et les jeunes, existantes et issues de cette croissance, y compris pour les groupes les plus pauvres, est nécessaire à la mise en œuvre réussie des agendas continentaux et mondiaux. Les effectifs de l'enseignement primaire en Afrique subsaharienne ont augmenté de façon spectaculaire au cours des deux dernières décennies grâce à l'enseignement primaire gratuit. Toutefois, les taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire demeurent actuellement faibles, en particulier pour les groupes les plus défavorisés, et ce, malgré les efforts déployés par les gouvernements, avec l'appui de partenaires, pour accorder de plus en plus la priorité à l'enseignement secondaire, afin de donner aux jeunes la possibilité de s'inscrire dans l'enseignement secondaire. Pour relever ce défi, il est nécessaire d'examiner la situation du financement de l'enseignement secondaire en Afrique subsaharienne par les pays et les donateurs, en mettant l'accent sur les fonds propres. L'une des approches envisagées consiste à accroître le financement de l'enseignement secondaire en Afrique dans une perspective « d'universalisme progressif » qui accorde la plus grande priorité et le plus grand investissement à ceux qui sont le plus à risque, en allouant des fonds aux activités les plus rentables.

Modérateur : Jawara GAYE, Spécialiste principale de l'éducation, Groupe de la Banque islamique de développement

- 1 **Rapporteur :** Mxolisi ZULU, Noma Ikuph [n'importe où] Connexions, finaliste d'Ashoka Young Changemaker, Afrique du Sud
- 2 Aperçu des enjeux clés (10 minutes) :
 - Assisi NAPOE, Coordinatrice régionale en chef, Région de l'Internationale de l'Education, Afrique
- 3 Points de vue des parties prenantes (30 minutes) :
 - Étude de cas sur la RDC, S.E.M Emery Okundji NDJOVU, ministre des TIC et des télécommunications et ministre intérimaire de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel
 - Olufemi TAIWO, Directeur exécutif, LEAP Africa Ltd / Gte.
 - Wycliffe OTIENO, Chef, Éducation et développement des adolescents, UNICEF Afrique du Sud
- 4 Table ronde interactive entre les membres du groupe (40 minutes)
- 5 Récapitulatif de la session par le modérateur (10 minutes)

14h30 – 16h00

Session de groupe C : À CONFIRMER

Quels gains d'efficacité au niveau du système pourraient aider à créer un espace budgétaire pour financer l'enseignement secondaire ?

S'il est vrai que l'expansion de l'enseignement secondaire nécessitera des ressources supplémentaires, il sera cependant également important d'envisager des mécanismes permettant d'utiliser plus efficacement les allocations existantes. Cette session examinera les gains d'efficacité possibles au niveau du système, afin d'ouvrir un espace fiscal à l'investissement dans l'expansion d'un enseignement secondaire pertinent de haute qualité.

Contexte : Les recherches sur les facteurs clés qui favorisent l'efficacité et l'efficacé des écoles secondaires, dans le contexte de l'enseignement secondaire en Afrique subsaharienne, semblent limitées. Cette lacune au niveau des connaissances fait courir le risque que les gouvernements africains se lancent dans des investissements à grande échelle pour réformer l'enseignement secondaire de manières qui ne parviennent pas à identifier les composantes du système et les processus qui favorisent une prestation efficace et efficace des services d'enseignement secondaire. L'étude de la Fondation MasterCard a examiné les principaux déterminants de l'efficacité et de la qualité des écoles secondaires dans un certain nombre de pays africains, les variations de l'efficacité au niveau de l'enseignement secondaire, les facteurs scolaires associés à l'efficacité et les implications sur le rapport qualité-coût, provoquées par les variations du coût par élève. L'étude montre que la typologie des types d'écoles et leur situation géographique, qui sont étroitement liés à la répartition des ressources et aux obstacles organisationnels et géographiques auxquels les écoles sont confrontées, influencent largement l'efficacité. Deuxièmement, le produit utilisé pour mesurer l'efficacité est important parce que la qualité de l'enseignement secondaire est davantage un indicateur spécifique à l'école et donc soumis à une plus grande variabilité entre les écoles, que la seule efficacité basée sur les taux d'achèvement ou les flux. Troisièmement, au-delà de l'efficacité technique, il est également important d'examiner la rentabilité.

Modérateur : Ruth Dueck-MBEBA, chargée de programme principale, Finance de l'éducation, Fondation Mastercard

Rapporteur : Daniel ANTWI, Directeur régional pour l'Afrique, Africa Internship Academy, Ghana

- 1 Aperçu des enjeux clés (10 minutes) :
 - Keith LEWIN, professeur de développement international, Centre pour l'éducation internationale, Université de Sussex, Royaume-Uni.
- 2 Présentation de l'étude de cas d'un pays (40 minutes) :
 - Kalifa TRAORE, Secrétaire général, Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des

langues nationales, Burkina Faso

- Gima Forje, directeur général par intérim, Fondation TY Danjuma
- Emmanuel MUTISYA, Coordinateur du programme JADS, Division de l'éducation et des compétences, Groupe de la Banque africaine de développement
- S.E.M. Kuyok Abol KUYOK, Sous-Secrétaire à l'éducation générale, Ministère de l'Enseignement général et de l'Instruction, Soudan du Sud

3 Table ronde interactive entre les membres du groupe (30 minutes)

4 Récapitulatif de la session par le modérateur (10 minutes)

14h30 – 16h00

Session de groupe D : À CONFIRMER

Perspectives de l'implication des jeunes dans la réforme de l'enseignement secondaire

Cette session sera l'occasion pour les jeunes de partager leurs expériences du système d'enseignement secondaire actuel, les questions soulevées au cours des interactions entre eux et avec les décideurs politiques, et leurs attentes en termes de réforme du sous-secteur pour mieux les préparer pour l'avenir.

Contexte : L'ADEA a recruté cinq jeunes Africains d'origines diverses à travers le continent, qui ont apporté leur soutien à l'étude de la Fondation MasterCard sur l'enseignement secondaire en tant qu'ambassadeur des jeunes. Ils ont dirigé les discussions avec les jeunes et ont fourni des idées précieuses au cours de ces discussions et ont participé à d'importants forums de discussion avec les décideurs politiques. L'ADEA a utilisé des approches uniques d'intégration de la voix des jeunes et a mis l'accent sur trois problèmes majeurs affectant l'enseignement secondaire en Afrique. Les jeunes ont eux-mêmes choisi ces grands enjeux à l'aide de stratégies novatrices et d'outils de communication pour partager et exprimer l'opinion des jeunes. Premièrement, comment faire du mieux possible pour que l'enseignement secondaire soit disponible et accessible à tous ? Les jeunes sont préoccupés par le manque général d'infrastructures d'apprentissage adéquates, de recyclage, de déploiement et de rétention des enseignants, ainsi que d'infrastructures et de matériels d'apprentissage. Ils ont également mis l'accent sur la situation des élèves ayant des besoins spéciaux, afin de s'assurer que l'enseignement secondaire dote les jeunes des compétences du XXI^e siècle pour qu'ils soient prêts à intégrer et réintégrer le marché du travail plusieurs fois dans leur vie professionnelle.

Modérateur : Josh ADLER, Vice-président pour la croissance et l'entrepreneuriat, African Leadership Academy & Directeur exécutif, Prix Anzisha, Afrique du Sud

Rapporteur : Joseph OPOKU, ancien boursier de la Fondation MasterCard

1 Aperçu des enjeux clés et des recommandations de l'engagement des jeunes/décideurs (10 minutes) :

- Semphi KENEUOE, ambassadeur des jeunes, Lesotho

2 Points de vue des parties prenantes (40 minutes) :

- S.E.M. Matthew Opoku PREMPEH, Ministre de l'éducation du Ghana
- Kimberley Davis, spécialiste technique régionale, Enseignement secondaire et compétences, Bureau régional de l'UNICEF
- Angelin Marius RAFIDISAONINA, Président Directeur Général, Cesser de devenir ... SOYEZ, Madagascar)
- Thabiso MABOATE, Institut suprême des cadets, finaliste d'Ashoka Young Changemaker

3 Table ronde interactive entre les membres du groupe (30 minutes)

4 Récapitulatif de la session par le modérateur (10 minutes)

16h00 – 16h30 : Pause santé

16h30 – 17h30

Session plénière : Auditorium

Présentation des rapports des quatre sessions de groupe

Modérateur : Emmanuel MUTISYA, Coordinateur du programme de bourses d'études Japan Africa (JADS), Division de l'éducation et des compétences, Groupe de la Banque africaine de développement

Rapporteur général : Ahlin BYLL-CATARIA, ancien Secrétaire exécutif de l'ADEA

Présentation des rapports de groupe (40 minutes, 10 minutes par présentation) :

Réflexion générale et enseignements clés tirés de la deuxième journée (20 minutes) :

Olivier SAGNA, directeur des études et de la coopération (DEC), Direction générale de l'enseignement supérieur (DGES), ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI)

17h30 – 18h00 Préparation de la Résolution ministérielle (Rapporteur général et équipe)

18h00 – 19h00

Auditorium

Cérémonie de clôture officielle

Maître de cérémonie : Hubert Mathanzima MWELI, Directeur général, ministère de l'Éducation de base, Afrique du Sud

Arrivée de l'Invité d'honneur

Interlude culturel

Résolution ministérielle : Principaux messages du Forum de dialogue politique de haut niveau (10 minutes)

- Albert NSENGIYUMVA, Secrétaire exécutif, ADEA

Discours de clôture :

- Kimberley KERR, Directrice des programmes régionaux, Fondation Mastercard
- Hendrina Chalwe DOROB, Chef de la division de l'éducation et du développement des compétences, Banque africaine de développement
- Sarah Anyang AGBOR, Commissaire, RHST-CUA (5 minutes)
- Mme Angelina Matsie MOTSHEKGA, ministre de l'Éducation de base, Afrique du Sud (5 minutes)
- **Clôture officielle par l'Invité d'honneur**

19h00 – 19h45 : Conférence de presse

19h00 – 19h45 : Événement parallèle : Réunion sur le Fond Africain pour l'Education (FAE) :

- Hendrina Chalwe DOROB, Chef de la division de l'éducation et du développement des compétences, Banque africaine de développement
- Albert Nsengiyumva, Secrétaire Exécutif, ADEA
- Beatrice Njenga, Chef de la Division de l'éducation, Département des RHST, Commission de l'Union africaine

Merci beaucoup pour votre soutien et votre participation.

SPONSORS



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT